



## **COMPTE-RENDU DE LA REUNION** **DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU LUNDI 22 JUIN 2015**

### **MENTION D’AFFICHAGE**

Monsieur le Maire, soussigné, certifie que le compte-rendu de la réunion du Conseil Municipal du **lundi 22 juin 2015**, a été affiché par extrait dans le hall d’accueil de la Mairie, le **lundi 29 juin 2015** dans les conditions prévues à l'article L 2121-25 du Code Général des Collectivités Territoriales et mis en ligne sur le site officiel de la Commune ([www.mairie-leval.fr](http://www.mairie-leval.fr)).

### **CONVOCATION**

Le **15 juin 2015**, nous, Bernard SAULNIER, Maire de LE VAL, avons convoqué le Conseil Municipal en séance ordinaire pour le **lundi 22 juin 2015 à 17 h 00** en salle du Conseil Municipal, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 13 mai 2015.**
- 2 - Etudes annexes à l'élaboration du P.L.U.**
  - 2-1-Schéma directeur du réseau pluvial - Présentation du cahier des charges par l'assistant à maîtrise d'ouvrage (SPL « ID 83 ») et décision de lancement de l'appel d'offres
  - 2-2-Diagnostic agricole - Proposition du GIE « Terres et Territoires »
- 3 - Réaménagement de la Place Gambetta - plan de financement définitif et demande de subvention auprès du Conseil Départemental (enveloppe 2015)**
- 4 - Restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » :**
  - 4-1- Complément au plan de financement
  - 4-2- Convention avec la Fondation du Patrimoine
  - 4-3- Lancement de l'appel d'offres pour les travaux extérieurs
- 5 - Réhabilitation de la Magnanerie à « Châteaurenard » - Présentation du projet et lancement d'une consultation auprès de bureaux d'études**
- 6 - Installation de toilettes publiques automatiques - Accord de principe avant le lancement de la consultation**

**7 - Locaux scolaires :**

- 7-1- Groupe scolaire - Diagnostic des travaux de remise en état avec lancement d'une consultation de bureaux d'études
- 7-2- Ecole élémentaire - Réfection de la salle polyvalente

**8 - Affaires foncières :**

- 8-1-Terrain MISTRE « Notre-Dame »
- 8-2-Terrains RASTEGUE/TOSCAN « Les Ferrages »
- 8-3-Terrain NICOLAS « La Jouberte »

**9 - Personnel communal :**

- 9-1-Création d'emplois en C.E.E. (Contrat d'Engagement Educatif) pour le Centre de Loisirs de l'été
- 9-2- F.I.P.H. pour un agent communal handicapé

**10 - Finances :**

- 10-1-Subvention 2015 au C.C.A.S.
- 10-2-Décision modificative au budget
- 10-3-F.P.I.C. (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) - Répartition du prélèvement et/ou du reversement entre les EPCI et ses communes membres pour 2015
- 10-4-Acquisitions de matériel divers
- 10-5 - Mise en location des appartements de l'immeuble communal 2, Rue Etroite (rue de Langramue)

**11 - Conventions :**

- 11-1- Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique (Mme AUTISSIER)
- 11-2- Exposition de tableaux dans le hall de la Mairie
- 11-3- Opéra « Carmen » - Vente des billets - Convention avec l'Office de Tourisme « Provence Verte »
- 11-4- Convention « Médiathèque/Association « BilboK » » - Pause parentale « Les Matins Câlines »

**12 - SYMIELECVAR :**

- 12-1-Mise à disposition du réseau d'énergie électrique
- 12-2-Rapport annuel

**13 - EAUX DE PROVENCE - Rapports annuels du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2014)**

**14 - Compte-rendu des décisions du Maire suite aux délégations du Conseil Municipal**

**Questions orales**

## COMPTE-RENDU SYNTHETIQUE

Le Conseil Municipal de LE VAL, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, en séance ordinaire, le lundi 22 juin 2015, sous la présidence de Monsieur Bernard SAULNIER, Maire.

A l'ouverture de la séance le Conseil Municipal était ainsi composé :

Présents : MM. SAULNIER Bernard - TURINELLI Jacqueline - CULINATI Jean - INGRASSIA Patricia - GAUTIER Rémi - BREBAN Julie - GIRAUD Xavier - PASQUET Annette - DEBAQUE Christian - LANGE Gaby - BENTOUMI Christian - RIHAL Pascale - BOSSUGE Brigitte - - TORRESILLA Claude -VOLANTE Florence - - GAQUIERE Ingrid - FOURNEL Gilles - GAULET Renaud - DONADEY Sylviane - KINET Jean-Luc.

Absents excusés : MM. NAL André (procuration donnée à Jean CULINATI) - MIONET Marie-Thérèse (procuration donnée à Jacqueline TURINELLI) - REES Pénélope (procuration donnée à Annette PASQUET) - VERDON Pierre (procuration donnée à M. Gaby LANGE) - COEURDEUIL Yves - PAZ Aymeric - BOULE-AMPHOUX Isabelle.

soit 20 présents et 4 pouvoirs donc 24 votants.

A noter que Mme Annette PASQUET a quitté la salle après les délibérations du chapitre 10 - Finances -

Les présents ont été alors, à partir du chapitre 11 - Conventions - au nombre de 19 avec 23 votants.

Après avoir procédé à l'appel nominal et constaté l'existence du quorum, Monsieur le Maire ouvre la séance.

Conformément aux dispositions de l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal nomme à l'unanimité **Mme Patricia INGRASSIA**, pour remplir les fonctions de Secrétaire de Séance.

---

## **1 - Approbation du procès-verbal de la réunion du 13 mai 2015.**

Monsieur le Maire donne lecture du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 13 mai 2015.

Il demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur ce document.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir pris connaissance du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 13 mai 2015,

A l'unanimité,

**APPROUVE** ce document.

---

## **2 - Etudes annexes à l'élaboration du P.L.U.**

---

2-1-Schéma directeur du réseau pluvial ~ Présentation du cahier des charges par l'assistant à maîtrise d'ouvrage (SPL « ID 83 ») et décision de lancement de l'appel d'offres

---

Monsieur le Maire indique à l'assemblée que, suite à la délibération du 10 décembre 2014 par laquelle le Conseil Municipal a prescrit une nouvelle élaboration du P.L.U., il s'avère nécessaire de lancer des études portant sur le réseau pluvial et les zones inondables sur la Commune.

Il informe l'assemblée que dans le cadre de la mission confiée à la SPL « ID 83 » (A.M.O.), un projet de cahier des charges, destiné à être joint à la consultation des bureaux d'études, a été rédigé.

Monsieur le Maire interrompt la séance afin que ce document soit présenté et commenté au Conseil Municipal par l'A.M.O. « ID 83 » avec tous les éléments d'information nécessaires.

Monsieur le Maire met fin à cette interruption de séance et propose à l'assemblée délibérante d'approuver cette démarche visant à l'élaboration d'un schéma directeur du réseau pluvial (dont l'estimation s'élève à 50.000 € HT), et de l'autoriser à engager les démarches nécessaires.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** l'élaboration d'un schéma directeur du réseau pluvial, avec un volet spécifique sur les zones inondables,

**DÉCIDE** de lancer une consultation auprès de bureaux d'études spécialisés

**ARRETE** le plan de financement des études nécessaires à l'élaboration du schéma directeur du réseau pluvial (y compris les relevés topographiques) comme suit :

- Subvention Agence de l'Eau (50 %)	25.000 €
- Autofinancement	25.000 €
<b>TOTAL</b>	<b>50.000 €</b>

**SOLLICITE** l'aide financière de l'Agence de l'Eau à hauteur de 50 % de la dépense hors taxes,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à engager toutes les démarches nécessaires.

## 2-2-Diagnostic agricole - Proposition du GIE « Terres et Territoires »

Conformément aux discussions tenues en réunion de la Commission d'Urbanisme et en Conseil Municipal, un diagnostic agricole doit être établi dans le cadre de la procédure du P.L.U.

Une première proposition d'honoraires a été adressée à M. le Maire par le G.I.E. « Terres et Territoires » pour un montant de 17.880 € TTC. M. le Maire a alors contacté la SPL « ID 83 » pour s'étonner du montant élevé de cette prestation et demander qu'une négociation soit menée pour ramener ce prix à un montant plus raisonnable. Après négociation et modification du contenu de l'étude, un nouveau devis a été établi pour un montant de 10.140 € TTC.

M. le Maire informe le Conseil Municipal que, dans le cadre de sa délégation, il va accepter cette proposition d'honoraires et passer commande de cette mission auprès de GIE « Terres et Territoires ».

## 3 - Réaménagement de la Place Gambetta - plan de financement définitif et demande de subvention auprès du Conseil Départemental (enveloppe 2015)

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 30 octobre 2014, le Conseil Municipal a accepté la proposition de confier à un bureau d'études la mission de maîtrise d'œuvre pour la requalification de la Place Gambetta.

Par décision n° 02/2015, prise dans le cadre des délégations accordées par le Conseil Municipal en matière de Marchés Publics, Monsieur le Maire a confié cette mission de M.O.E. à la SNC « LAVALIN/COMBY » pour un montant TTC de 54.308,40 €.

Diverses réunions de travail ont été tenues en commissions des Travaux, d'Urbanisme, des Finances et de l'Environnement pour étudier les propositions d'aménagement du Maître d'œuvre.

Le plan de financement de ce projet est le suivant pour une estimation de 475.000 € H.T.:

- Subvention du Conseil Général	
- programme 2014	140.000 €
- programme 2015	140.000 €
- Subvention de l'Agence de l'Eau	
- réfection du réseau d'eau potable (50 %)	16.500 €
- réfection du réseau d'assainissement (50 %)	12.000 €
- C.C.C.P. (Fonds de concours « Aménagement urbain - 15 %)	71.500 €
- Autofinancement communal	95.000 €
<b>TOTAL</b>	<b>475.000 €</b>

Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante de solliciter l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du programme 2015.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** le plan de financement prévisionnel des travaux de requalification de la Place Gambetta tel que présenté par Monsieur le Maire,

**SOLLICITE** l'aide financière du Département dans le cadre de l'enveloppe budgétaire du Programme 2015 d'aide aux Communes

**PRECISE** que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) est inscrit au budget communal ainsi qu'aux budgets de l'eau potable et de l'assainissement 2015, chacun pour ce qui le concerne (chapitres 20 et 23).

### **4 - Restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié »**

#### **4-1- Complément au plan de financement**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 22 janvier 2015, le Conseil Municipal a approuvé le projet de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » tel que proposé par M. Michel TRUBERT, Architecte en Chef des Monuments Historiques.

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine, qui est chargée de ce dossier.

Mme INGRASSIA rappelle que le plan de financement prévisionnel indiqué dans cette délibération du 22 janvier 2015 était le suivant, pour la tranche ferme, soit les travaux relatifs à l'extérieur de la Chapelle (façades et décors, couverture) :

▪ <b>Tranche ferme :</b> .....	<b>176.075 €</b>
- Subvention D.R.A.C. (45 %)	79.233 €
- Conseil Régional (10 %)-	
Enveloppe « Patrimoine et Inventaire	17.607 €
- C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine »	10.000 €
- Autofinancement (45 %)	69.235 €

Elle indique que, par la suite, un nouveau plan de financement a été transmis par la D.R.A.C. et entériné par délibération du Conseil Municipal du 8 avril 2015 portant sur un montant de 290.000 € comprenant : 246.000 € de travaux, 19.000 € de prestations de bureaux d'études et 25.000 € d'aléas et de hausses prévisibles.

Le nouveau plan de financement prévisionnel était donc arrêté comme suit :

-Subvention de la D.R.A.C. (45 % de 176.075 €)	79.233 €
-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €)	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »)	29.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine)	20.000 €
-Autofinancement (21 %)	61.767 €
<b>TOTAL</b>	<b>290.000 €</b>

La D.R.A.C ayant arrêté le budget prévisionnel du projet à 200.000 €, il est demandé à la Commune de reprendre le plan de financement prévisionnel en maintenant d'une part celui basé sur 176.075 € avec une subvention de 79.233 € (allouée en 2013) et de distinguer le complément de 200.000 € en lui affectant un plan de financement propre, soit :

-Subvention de la D.R.A.C. (50 % de 200.000 €).....	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »).....	20.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine).....	10.000 €
-Autofinancement (21 %).....	<u>70.000 €</u>
<b>TOTAL.....</b>	<b><u>200.000 €</u></b>

Madame INGRASSIA indique que dans le budget prévisionnel de travaux de 2015, objet de la subvention de 100.000 €, la D.R.A.C. a intégré les prestations suivantes :

-les aménagements paysagers pour.....	30.000 €
- des travaux extérieurs pour.....	70.670 €
-les aléas de chantier et les hausses prévisibles pour.....	<u>27.650 €</u>
	<b>128.320 €</b>

-une mission S.P.S. (sécurité du chantier) pour .....	3.600 €
-une mission MOE pour les travaux extérieurs pour.....	15.500 €
-la maîtrise d'œuvre pour la restauration intérieure (DCE établi par M. TRUBERT) pour.....	<u>2.580 €</u>
	<b>21.680 €</b>

-des travaux sur les décors intérieurs pour .....	50.000 €
---	----------

Soit un total de .....200.000 €

d'où la nouvelle estimation du budget prévisionnel qui est le suivant :

-Travaux tranche ferme .....	176.075 €
comprenant 8.475 € de MOE et 167.600 € de travaux	
-Travaux tranche ferme et tranche conditionnelle en partie...	<u>200.000 €</u>
<b>Soit un total pour 2013/2015 de.....</b>	<b><u>376.075 €</u></b>

Madame INGRASSIA souligne à l'assemblée que cette modification du budget prévisionnel n'influe en aucune façon la décision du Conseil Municipal du 22 janvier 2015 sur le fait de lancer l'appel d'offres uniquement pour les travaux extérieurs en 2015.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ces modifications.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**MAINTIENT** le plan de financement prévisionnel initial, soit :

▪ <b>Tranche ferme :</b> .....	<b>176.075 €</b>
- Subvention D.R.A.C. (45 %)	79.233 €
- Conseil Régional (10 %)- Enveloppe « Patrimoine et Inventaire	17.607 €
- C.C.C.P. - Fonds de concours « Patrimoine »	10.000 €
- Autofinancement (45 %)	69.235 €

**ANNULE** sa délibération du 8 avril 2015 portant sur un plan de financement de 290.000 €,

**APPROUVE** le plan de financement complémentaire proposé par Mme INGRASSIA à la demande de la DRAC, soit :

-Subvention de la D.R.A.C. (50 %)	100.000 €
-Subvention du Conseil Régional (10 % - Enveloppe « Patrimoine et Inventaire »)	20.000 €
-Fonds de concours de la C.C.C.P. (Patrimoine)	10.000 €
-Autofinancement (21 %)	70.000 €
<b>TOTAL</b>	<b>200.000 €</b>

**SOLLICITE** l'aide financière de la D.R.A.C. à hauteur de 100.000 €

**PRECISE** que le montant de l'autofinancement communal (y compris la TVA) est inscrit au budget communal (chapitres 20 et 23).

#### 4-2- Convention avec la Fondation du Patrimoine

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 22 janvier 2015, le Conseil Municipal l'avait autorisé à solliciter le concours de la Fondation du Patrimoine pour le lancement d'un mécénat populaire dans le cadre de la restauration de la Chapelle «Notre-Dame de Pitié».

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine.

Mme INGRASSIA donne lecture du projet de convention à signer avec la Fondation du Patrimoine préalablement au lancement du mécénat populaire.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce projet de convention.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

**APPROUVE** les termes du projet de convention proposée par la Fondation du Patrimoine,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer ladite convention et à procéder à toutes les démarches nécessaires à son application.



#### 4-3- Lancement de l'appel d'offres pour les travaux extérieurs

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que, par délibération du 22 janvier 2015, le Conseil Municipal a approuvé le projet de restauration de la Chapelle «Notre-Dame de Pitié» pour ce qui concerne les travaux extérieurs (couverture, façades et décors).

Il donne la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine.

Mme INGRASSIA indique au Conseil Municipal que M. Michel TRUBERT a rédigé le Dossier de Consultation d'Entreprises (D.C.E.) et que l'appel d'offres peut maintenant être lancé.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur cette affaire.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée au Patrimoine, Considérant que le plan de financement prévisionnel de l'opération a été arrêté par délibération de ce jour,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à lancer l'appel d'offres pour les travaux de restauration de la Chapelle « Notre-Dame de Pitié » pour sa partie extérieure (couverture, façades et décors).

#### 5 - Réhabilitation de la Magnanerie à « Châteaurenard » - Présentation du projet et lancement d'une consultation auprès de bureaux d'études

Monsieur le Maire informe l'assemblée du projet de réhabilitation du bâtiment communal dénommé « La Magnanerie » et sis au lieu-dit « Châteaurenard ».

Il rappelle que ce bâtiment a été édifié par la Commune dans les années 1990 et était destiné à recevoir un musée de la soie, d'où son nom. Sa construction a été interrompue au niveau du gros œuvre.

Il indique que la surface de ce bâtiment et sa situation permettent de le réhabiliter pour l'affecter comme salles de séminaires, mariages, etc... après réalisation des travaux de second œuvre, d'extension du réseau d'eau potable, d'installation d'un système individuel d'assainissement, de création d'un chemin d'accès et d'aménagement de parkings. Une estimation approximative du montant de l'opération s'élève à 600.000 € HT (y compris les études).

Il propose au Conseil Municipal de lancer une consultation auprès de bureaux d'études afin de solliciter un diagnostic de l'état des lieux, une proposition d'aménagement et un estimatif financier de l'opération.

M. KINET intervient pour proposer de confier également au bureau d'études, en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. LANGE et VERDON

2 ABSTENTIONS : MM. TORRESILLA et BENTOUMI

APPROUVE le projet de réhabilitation du bâtiment appelé « La Magnanerie » pour l'affecter à comme salles de séminaires, mariages, etc...

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer une consultation auprès de bureaux d'études pour dresser un diagnostic de l'état des lieux, proposer un aménagement du bâtiment avec estimatif financier de l'opération, ainsi qu'en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

INDIQUE que les crédits nécessaires à cette étude seront inscrits au budget communal 2015 (chapitre 20)

---

### **6 - Installation de toilettes publiques automatiques - Accord de principe avant le lancement de la consultation**

---

Monsieur le Maire informe l'assemblée du projet d'installation de toilettes publiques automatiques en centre-ville. Il donne la parole à M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement.

M. CULINATI expose le projet de la commission « Environnement » d'installer des toilettes publiques au lieu et place des WC publics actuels vétustes sis Parking du Paradou. Il indique que le coût de l'opération est estimé à 30.000 €

Il propose au Conseil Municipal de lancer une consultation auprès de sociétés spécialisées.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de M. Jean CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 2 CONTRE : MM. LANGE et VERDON

APPROUVE le projet d'installation de toilettes publiques automatiques au parking du Paradou pour remplacer les WC publics vétustes

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer une consultation auprès de sociétés spécialisées,

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 21)

## 7 - Locaux scolaires

### 7-1- Groupe scolaire - Diagnostic des travaux de remise en état avec lancement d'une consultation de bureaux d'études

Monsieur le Maire informe l'assemblée de l'état préoccupant des locaux du Groupe Scolaire qui n'a pas subi de travaux d'entretien digne de ce nom depuis de nombreuses années.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux, qui indique avoir procédé à une visite d'inspection de l'établissement. Il propose à l'assemblée de solliciter l'aide technique d'un bureau d'études pour dresser un inventaire des travaux à réaliser et les chiffrer.

Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires, dresse un état des lieux du Groupe Scolaire en précisant les locaux concernés par un besoin de rénovation.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à lancer une consultation de bureaux d'études pour une mission de maîtrise d'œuvre destinée à dresser un diagnostic de l'état des bâtiments, proposer des travaux de rénovation et chiffrer l'opération.

M. KINET intervient pour proposer de confier également au bureau d'études, en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. DEBAQUE, Adjoint aux Travaux,  
Après en avoir délibéré,  
A l'unanimité,

APPROUVE le projet de rénovation du Groupe Scolaire,

AUTORISE Monsieur le Maire à lancer une consultation auprès de bureaux d'études pour dresser un diagnostic de l'état des lieux, proposer un aménagement du bâtiment avec estimatif financier de l'opération, ainsi qu'en tranche conditionnelle, la procédure de l'appel d'offres (avant-projet, dossier de consultation, contrôle et analyse des offres,...)

INDIQUE que les crédits nécessaires à cette étude seront inscrits au budget communal 2015 (chapitre 20)

### 7-2- Ecole élémentaire - Réfection de la salle polyvalente

Monsieur le Maire informe l'assemblée que la salle polyvalente de l'école élémentaire doit être rénovée car ayant subi des dégradations suite à des infiltrations d'eau par la toiture, d'où une détérioration importante des plafonds et des moisissures dans les placards. Les peintures de cette salle doivent également être refaites.

Il donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux.

M. DEBAQUE dresse un état des lieux de la salle polyvalente et indique que les travaux de rénovation pourront être entrepris en régie par la Commune (Services Techniques)

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir l'autoriser à procéder aux travaux de rénovation de cette salle.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de M. DEBAQUE, Adjoint aux Travaux

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE le projet de rénovation de la salle polyvalente de l'école élémentaire,

INDIQUE que les crédits nécessaires à cette étude seront inscrits au budget communal 2015 (chapitre 011)

## **8 - Affaires foncières**

### 8-1-Terrain MISTRE « Notre-Dame »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une opération a été lancée par l'équipe municipale précédente pour la mise en place d'un périmètre de protection des réservoirs d'eau de la Commune situés lieu-dit « Notre-Dame ». Cette mesure est obligatoire dans le cadre des règles nationales imposées aux communes pour protéger l'eau potable et ses accessoires.

Dans le cadre de cette opération plusieurs parcelles sont concernées tant sur le territoire communal valois que sur celui de Brignoles, les réservoirs étant situés en limite de communes.

Parmi les propriétés concernées figurent celles de :

- Mme MISTRE pour 21a06ca issus de la parcelle AZ 111 lieudit « Vaupinouard » BRIGNOLES
- la succession « BOURRELLY-GABRIEL » pour 27a10ca issus de la parcelle AZ 138 lieudit « Vaupinouard » BRIGNOLES
- Mme VANDENBOSCH-LESCAL pour 2a20ca issus de la parcelle E 927 lieu-dit « Notre-Dame » LE VAL
- 

Des pourparlers, ont été et sont menés par l'expert foncier de la Commune.

Les terrains de Mme JAPEL Huguette étaient également concernés par l'emprise du périmètre de protection avec la cession de 8a 53ca issus de la parcelle cadastrée Section E n° 718 « Notre-Dame » de 3ha 51a en nature de bois. L'acte de cession a été signé au prix de 843 €, soit 1 € le m<sup>2</sup>.

Quant aux terrains cadastrés Section E n° 742 et 743 pour respectivement 1690 m<sup>2</sup> et 416 m<sup>2</sup>, à céder par Mme Lucette MISTRE, les pourparlers ont permis de négocier leur cession selon les conditions suivantes :

- Un prix d'achat d'un montant total de 6.000 € se ventilant en :

- - une valeur vénale de 2.106 € (1 € le m<sup>2</sup>)
- - une indemnité accessoire pour perte d'aménagement (vu l'implantation partielle des réservoirs d'eau sur ces terrains) de 3.894 €

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après avoir pris en considération le projet d'instauration d'un périmètre de protection des réservoirs d'eau potable communaux,

Après avoir consulté le plan cadastral avec emprise sur les parcelles alentours,

Considérant l'obligation faite par la loi de protéger les ressources en eau potable et ses équipements et accessoires,

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'offre de vente exprimée par Madame MISTRE Lucette,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : M. KINET

**PREND EN CONSIDERATION** la proposition de cession de 2.106 m<sup>2</sup> issus de la parcelle AZ 111 pour 1690 m<sup>2</sup> (E 742) et pour 416 m<sup>2</sup> (E 743) lieu-dit « Notre-Dame » au prix de 6.000 € faite par Mme MISTRE Lucette, prix se décomposant en :

- - une valeur vénale de 2.106 € (1 € le m<sup>2</sup>)
- - une indemnité accessoire pour perte d'aménagement (vu l'implantation partielle des réservoirs d'eau sur ces terrains) de 3.894 €

**DECIDE** l'acquisition par la Commune desdites parcelles E 742 et 743, soit une superficie de 2.106 m<sup>2</sup>, au prix total de 6.000 €

**PRECISE** que les crédits seront ouverts au budget de l'eau potable 2015 (chapitre 21).

## 8-2-Terrains RASTEGUE/TOSCAN « Les Ferrages »

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'Agence chargée de la vente des parcelles appartenant l'une à M. Yves RASTEGUE et l'autre à M. Olivier TOSCAN et sises Quartier « Les Ferrages », en face de l'entrée du stade Rue Nationale, a pris contact avec lui pour proposer de les céder à la Commune.

Considérant le projet en cours d'aménagement de la Rue Nationale jusqu'au stade et notamment la création d'un petit rond-point dans ce secteur,

Considérant le besoin de parking dans le village,

Considérant la situation limitrophe à la voie publique de ces deux parcelles formant une unité foncière,

M. le Maire propose au Conseil Municipal cette acquisition foncière

M. le Maire informe l'assemblée qu'il a négocié le prix avec l'Agence pour le fixer à environ 30.000 € chaque terrain, d'une surface de 254 m<sup>2</sup> pour la F 543 (M. RASTEGUE) et de 307 m<sup>2</sup> pour la F 546 (M. TOSCAN), pour respecter une offre de 60.000 € pour l'ensemble.

Monsieur le Maire demande en conséquence au Conseil Municipal de se prononcer sur ce projet d'acquisition, au titre des réserves foncières.

### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A la majorité : 4 CONTRE : MM. TORRESILLA-VERDON-BENTOUMI-LANGE

2 ABSTENTIONS : Mmes BREBAN et VOLANTE

Vu le Code Général des Collectivités Locales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'article L 1111-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), qui permet aux communes d'acquérir à l'amiable des biens et des droits à caractère mobilier ou immobilier,

Vu l'extrait du plan cadastral de la Section F à l'échelle 1/625<sup>ème</sup>

Vu l'offre de vente exprimée par MM RASTEGUE Yves et TOSCAN Olivier,

Vu l'article 1042 du Code Général des Impôts portant exonération fiscale des acquisitions immobilières à titre onéreux par les collectivités publiques locales,

Vu le décret n° 86-455 en date du 14 mars 1986, ensemble l'arrêté ministériel en date du 5 septembre 1986, relatifs notamment aux limites de compétence domaniale,

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités, et portant le seuil de consultation obligatoire des services des Domaines à 75.000 €

Considérant que ces terrains seront aménagés en parking public, et être inscrits dans les réserves foncières de la Commune,

PREND EN CONSIDERATION cette proposition de cession de terrains faite par MM. Yves RASTEGUE et Olivier TOSCAN des parcelles limitrophes cadastrées Section F n° 543 et 546 pour une surface respective de 254 m<sup>2</sup> et 307 m<sup>2</sup> au prix total de 60.000 € (24.423 € pour la 543 et 35.577 € pour la 546)

**DECIDE** l'acquisition par la Commune de cette unité foncière au prix de 60.000 € (frais d'agence inclus).

**PRECISE** que les crédits nécessaires seront inscrits au chapitre 21 du budget communal 2015

**AUTORISE** Monsieur le Maire à accepter ladite acquisition et à consentir les engagements en découlant au nom et pour le compte de la Commune, aux charges et conditions usuelles en la matière, aux termes de l'acte de vente qui sera reçu sous la forme administrative.

8-3-Terrain NICOLAS « La Jouberte »

*Mme Sylviane DONADEY quitte la salle avant cette délibération vu son lien de parenté direct avec Mme NICOLAS Claudine.*

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que Mme NICOLAS lui a proposé de vendre à la Commune sa parcelle de terrain sise Quartier « La Jouberte » et cadastrée Section E n°1112 pour 792 m<sup>2</sup>, et ce au prix de 18.000 €.

Il présente un plan de situation et un plan cadastral du terrain concerné qui est situé en limite de la déviation routière sur la portion comprise entre le rond-point de la coopérative et celui de la route de Bras.

Il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Après en avoir délibéré,  
Considérant la situation géographique dudit terrain,  
Considérant l'inexistence d'un quelconque intérêt public à son acquisition,  
Considérant le prix de vente proposé,  
A l'unanimité,

**DECIDE** de rejeter la proposition de cession de Mme Claudine NICOLAS pour son terrain cadastré Section E n° 1112.

#### **9 - Personnel communal**

9-1-Création d'emplois en C.E.E. (Contrat d'Engagement Educatif) pour le Centre de Loisirs de l'été

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est nécessaire de créer des emplois pour assurer le fonctionnement du Centre de Loisirs de l'été 2015. Il donne la parole à Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'Enfance et à la Jeunesse.

Mme PASQUET propose la création d'emplois à durée déterminée sous la forme de Contrats d'Engagement Educatifs (C.E.E.) en remplacement des contrats saisonniers d'animateurs créés les années précédentes pour le Centre de Loisirs de l'été trop onéreux pour la Commune.

Elle précise que, bien que la loi du 26 janvier 1984 considère que le recrutement contractuel doit rester une exception, rien ne s'oppose à ce que la collectivité conclue des contrats occasionnels de droit privé dans le domaine de l'animation dans lequel les collectivités rencontrent parfois des difficultés pour le recrutement d'agents d'animation temporaires, compte tenu des horaires qui peuvent être effectués.

Les dispositions à respecter dans ce type de contrat sont les suivantes :

**1 - L'identité des parties et leur domicile**

**2 - La durée et les conditions de rupture anticipée**

La durée cumulée des contrats conclus par un même titulaire de contrat ne peut excéder 80 jours sur une période de 12 mois consécutifs. En l'absence d'accord entre les parties, le CEE ne peut être rompu à l'initiative de la collectivité avant l'échéance du terme que pour cas de force majeure, faute grave de l'agent ou impossibilité pour celui-ci de continuer à exercer ses fonctions.

**3 - La rémunération**

La rémunération des personnes titulaires d'un CEE ne peut être inférieure à 2.20 fois le montant du salaire horaire minimum de croissance par jour.

Lorsque les fonctions exercées supposent une présence continue auprès des publics accueillis, nourriture et hébergement sont intégralement pris à la charge de l'organisateur d'accueil et ne peuvent pas être considérés comme des avantages en nature.

Le régime social des rémunérations : les bases forfaitaires applicables aux animateurs et directeurs occasionnels recrutés pour assurer l'encadrement des mineurs dans les centres de vacances et de loisirs sont applicables quelque soit le type de contrat signé ou le type de rémunération versé. La base forfaitaire est donc applicable fiche ACOSS N° 2007-033 courrier du 16/04/2010 de l'URSSAF.

**4 - Le nombre de jours travaillés**

Le programme indicatif des jours de travail pendant la période du contrat doit être indiqué dans celui-ci. Il doit également préciser les cas dans lesquels une modification éventuelle de ce programme peut intervenir ainsi que la nature de cette modification. Toute modification doit être notifiée à l'agent 7 jours au moins avant la date à laquelle elle doit avoir lieu, sauf pour les cas d'urgence.

Le titulaire du contrat bénéficie chaque semaine d'un repos dont la durée ne peut être inférieure à 24 heures consécutives.

**5 - Les cotisations de retraite complémentaire**

Les cotisations de retraite complémentaire seront versées à l'IRCANTEC.

**6 - Ce contrat n'ouvre pas droit à indemnité de précarité.**



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Mme Annette PASQUET, Adjointe déléguée à l'Enfance et à la Jeunesse,

Après en avoir délibéré,

Compte tenu de l'intérêt organisationnel de ce type de contrat pour le Centre d' Accueil de Loisirs sans Hébergement du « Petit Baou »,

Considérant que le métier d'animateur implique des amplitudes horaires de travail importantes,  
A l'unanimité,

**DECIDE** d'autoriser Monsieur le Maire, durant la durée de son mandat et autant que de besoins :

1 - à **recruter** des animateurs de loisirs sous contrat d'Engagement Educatif pour l'ALSH du « Petit Baou »

2 - à **fixer** la rémunération de ces animateurs, conformément au texte en vigueur, de la façon suivante :

- Animateur BAFD forfait journalier : 57,75 € brut
- Animateur BAFA forfait journalier : 50,00 € brut
- Stagiaire BAFA : forfait journalier de 39,50 € brut
- Autres animateurs : forfait journalier 39,50 € brut
- Forfait veillée de 19 h 00 à 23 h 00 : 15 € brut
- Forfait nuitée pour les camps : 25 € brut par nuit de 22h00 à 7h00

3 - à **inscrire** annuellement au budget les crédits correspondants.

### 9-2- F.I.P.H. pour un agent communal handicapé

Monsieur le Maire informe l'assemblée que l'article 36 de la loi 2005-102 du 11 février 2005 a créé le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique Territoriale (FIPHFP), Etablissement Public administratif chargé de mettre en œuvre une politique publique destinée à promouvoir l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans la Fonction Publique.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Xavier GIRAUD, Adjoint délégué au Personnel Communal.

M. Xavier GIRAUD informe l'assemblée délibérante que le FIPHFP finance au cas par cas des aides techniques et humaines qui permettent aux employeurs publics de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Suite à l'avis du médecin de la médecine préventive et pour le maintien dans son emploi, un agent communal doit être équipé d'appareils auditifs.

Conformément à la procédure du FIPHFP, l'agent a fait établir trois devis. Le montant retenu du devis est de 3.559 €. Après déduction des différents remboursements (régime obligatoire, régime complémentaire, prestation de compensation du handicap) obtenus par l'agent pour s'équiper, il restera à sa charge une certaine somme.

La Commune a déposé une demande d'aide auprès du FIPHFP et un accord a été reçu. Le FIPHFP ne peut verser la compensation qu'à la collectivité qui devra reverser à l'agent cette somme. Le Conseil Municipal doit donc accepter de procéder à ce reversement.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le décret n° 2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique, et notamment l'article 3 sur les actions pouvant faire l'objet de financement par le fonds,

Considérant que l'aide attribuée sera versée à la Collectivité après réception de la facture acquittée par l'agent,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**DECIDE** de reverser le montant accordé à l'agent pour lequel la demande a été faite auprès du FIPHFP.

**PRECISE** que la dépense et la recette seront imputées respectivement aux chapitres 65 et 74

---

### **10 - Finances**

---

#### **10-1-Subvention 2015 au C.C.A.S.**

---

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après délibération,

A la majorité (5 abstentions : MM. SAULNIER-TURINELLI-INGRASSIA-BOSSUGE-DONADEY, membres du CCAS),

**Considérant** les crédits votés au chapitre 65 du Budget Primitif de 2015 de la Commune, et notamment celui voté à l'article 657362 visant à subventionner le C.C.A.S.,

**Considérant** que le budget du C.C.A.S. n'est pas doté de ressources suffisantes pour faire face aux charges qui lui incombent,

**ATTRIBUE** une subvention de 10.000 € au C.C.A.S, afin d'équilibrer son budget 2015

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder au mandatement de cette subvention.

---

#### **10-2-Décision modificative au budget**

---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'une décision modificative doit être prise pour affecter des crédits suffisants à l'imputation budgétaire affectée au paiement de la taxe d'habitation pour les logements vacants.

Monsieur le Maire donne la parole à Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances, qui détaille la décision modificative n° 1 proposée :

- compte 7391172 (chapitre 014)

- Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants..... + 7.814 €

- compte 6122 (chapitre 011) - Crédits bail mobilier..... - 7.814 €

- compte 2313 - Immeuble Pl de la Libération- Opération 359 ..... + 4.785 €

- compte 2313 - Aménagements divers - Opération 410..... - 4.785 €

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la décision modificative n° 1 proposée pour le Budget Communal 2015 par Madame Julie BREBAN, Adjointe déléguée aux Finances,

-----  
10-3-F.P.I.C. (Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales) - Répartition du prélèvement et/ou du reversement entre les EPCI et ses communes membres pour 2015  
-----

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la Communauté de Communes du Comté de Provence ayant opté pour la répartition dite « de droit commun », il est inutile de délibérer à ce sujet. La question est donc supprimée à l'unanimité de l'ordre du jour.

-----  
10-4-Acquisitions de matériel divers  
-----

Monsieur le Maire expose à l'assemblée que d'une part, les divers services communaux doivent être dotés de nouveau matériel pour exercer de façon optimum leur travail, et que, d'autre part, l'aménagement de la Commune nécessite quelques investissements au titre d'acquisition d'équipements.

Il donne la parole à chacun de ses Adjoint délégués concernés. Un détail est donné pour le matériel à commander.

M. DEBAQUE, Adjoint délégué aux Travaux :

- une bétonnière (1.717 €), un marteau-piqueur (972 €), deux taille-haies (784 €), une débroussailleuse (1.066 €) et un échafaudage (3.000 €).

-un camion benne à 30.000 € environ

M. CULINATI, Adjoint délégué à l'Environnement :

- un chariot de cantonnier double avec accessoires pour 622 €

- une pompe électrique 12 volts adaptable sur un véhicule, pour que les jardiniers puissent arroser les plantes, à 300 €

- 2 distributeurs de « Crotti boîtes » pour les déjections canines à 1.710 € (net de taxes)

Mme INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture :

- un panneau d'affichage lumineux multilignes double face pour environ 14.500 €
  - un panneau d'affichage lumineux multilignes simple face pour environ 7.600 €
- TTC (hors frais d'installation, abonnement assistance et maintenance)

Mme PASQUET, Adjointe déléguée aux Affaires Scolaires :

- un bureau à 180 € HT et trois fauteuils pour 400 € HT environ pour le bureau des NAPS/ENFANCE-JEUNESSE

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé des Adjointes déléguées,

Après en avoir délibéré,

A la majorité :

APPROUVE les acquisitions listées par les Adjointes

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder aux démarches nécessaires à la réalisation des commandes en question

DEMANDE à Monsieur le Maire de lancer une consultation (MAPA) auprès de sociétés spécialisées pour l'acquisition des panneaux lumineux multilignes et d'en donner les résultats lors d'une prochaine réunion du Conseil Municipal,

AUTORISE Monsieur le Maire à ordonnancer les dépenses inhérentes

INDIQUE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal 2015 (chapitre 21)

10-5 - Mise en location des appartements de l'immeuble communal 2, Rue Etroite (rue de Langramue)

Monsieur le Maire informe l'assemblée que, par délibération du 28 mars 2013, il avait été décidé de mettre en location les quatre appartements meublés de l'immeuble communal situé au n° 2 de la Rue de Langramue Toutefois, le prix de chaque loyer n'avait pas été déterminé.

Il donne la parole à Mme Julie BREBAN, Adjointe aux Finances.

Madame Julie BREBAN indique qu'il est projeté de mettre en location à l'année deux de ces appartements communaux meublés, le type 3 (67 m<sup>2</sup>) et un type 2 (50 m<sup>2</sup>), les deux autres meublés soit un type 2 et un studio étant conservés pour des éventuels logements d'urgence.

Elle précise que la commission des finances a étudié ce dossier et propose un loyer mensuel de 550 € pour le type 3 et de 500 € pour le type 2 (hors charges pour 20 €).

Monsieur le Maire demande à l'assemblée de bien vouloir donner son avis sur cette proposition.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**ACCEPTE** de mettre en location deux appartements meublés de l'immeuble communal situé au n° 2 de la Rue de Langramue (un type 3 et un type 2)

**INDIQUE** que le montant du loyer mensuel sera de 550 € pour le type 3 et de 500 € pour le type 2 (hors charges pour 20 €)

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder de gré à gré pour l'attribution de ces appartements en location

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document consécutif à cette décision.

### 11 - Conventions

#### 11-1- Musée du Jouet Ancien et de la Figurine Historique (Mme AUTISSIER)

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que, par délibération du 31 mai 1994, le Conseil Municipal avait décidé de passer une convention et un contrat d'exploitation avec M. et Mme AUTISSIER Michel et Claudine pour la gestion du Musée de la Figurine Historique et du Jouet Ancien sis lieu-dit « Les Tanneries ».

Cette convention nécessite une révision, M. AUTISSIER étant décédé depuis quelques années et les conditions d'exploitation ayant été modifiées au cours du temps.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention d'exploitation à signer entre la commune et Madame Claudine AUTISSIER».

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**APPROUVE** la convention d'exploitation à passer entre la Commune et Mme AUTISSIER concernant le Musée de la Figurine Historique et du Jouet Ancien sis lieu-dit « Les Tanneries ».

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer cette convention.

#### 11-2- Exposition de tableaux dans le hall de la Mairie

Monsieur le Maire fait part du projet de la commission « Culture » de mettre à disposition d'artistes peintres le hall d'accueil de la Mairie pour exposer leurs œuvres.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention à signer entre la commune et les Artistes intéressés.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention Mme VOLANTE Florence,

APPROUVE la convention à signer entre la commune et les Artistes intéressés.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

---

11-3- Opéra « Carmen » - Vente des billets - Convention avec l'Office de Tourisme  
« Provence Verte »

---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est envisagé par la Commission « Culture » de confier la vente d'une partie des billets d'entrée pour le spectacle « Opéra » de juillet 2015 (CARMEN) à l'Office du Tourisme de la Provence Verte afin d'en assurer une plus large publicité.

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention à signer entre la Commune et l'Office de Tourisme de la Provence Verte pour la mise en œuvre de cette procédure.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité moins une abstention : Mme VOLANTE

APPROUVE la convention à signer entre la Commune et l'Office de Tourisme de la Provence Verte pour la mise en œuvre de la vente d'une partie des billets d'entrée pour le spectacle « Opéra » de juillet 2015 (CARMEN).

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

---

11-4- Convention « Médiathèque/Association « BilboK » » - Pause parentale « Les Matins Câlines »

---

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'Association « BILBOK » se propose de participer à l'organisation des prestations relatives à la pause parentale « Les Matins Câlines » se déroulant à la Médiathèque Municipale « Montmajour ».

Il passe la parole à Mme Patricia INGRASSIA, Adjointe déléguée à la Culture, qui donne lecture du projet de convention de partenariat à signer entre la commune et l'association « BILBOK ».

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer sur ce document.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et de Mme INGRASSIA,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

APPROUVE la convention de partenariat à passer entre la Médiathèque communale « Montmajour » et l'association « BILBOK » concernant l'activité « Les Matins Câlines ».

AUTORISE Monsieur le Maire à signer cette convention.

## 12 – SYMIELECVAR

### 12-1-Mise à disposition du réseau d'énergie électrique

Monsieur le Maire expose qu'à la suite d'une erreur matérielle portant sur la valeur des biens mis à disposition du SYMIELECVAR, suite au transfert de compétences, il y a lieu d'annuler la délibération du 27 mars 2009 et de la remplacer par les termes suivants :

Considérant que la Commune de LE VAL a transféré son pouvoir d'autorité concédante des réseaux de distribution publique d'électricité au SYMIELECVAR,

Considérant qu'en application de l'article L.5721-6-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Commune qui transfère une compétence au SYMIELECVAR s'engage à mettre à la disposition de ce dernier les biens et services nécessaires à l'exercice de cette même compétence, et ce dans les conditions prévues par les articles L 1321-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ; s'agissant des biens relatifs aux réseaux concédés de distribution d'électricité, la mise à disposition constitue le régime de droit commun obligatoire,

Considérant que la mise à disposition a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, c'est-à-dire que le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire des biens considérés, à l'exception du droit d'aliénation ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### 1 - Mise à disposition des équipements existants - descriptif des biens :

La Commune met à la disposition du SYMIELECVAR les équipements relatifs aux réseaux publics de distribution d'électricité précisés dans le procès verbal de mise à disposition des biens à la présente délibération. Ces valeurs sont issues de l'inventaire de la Commune à la date de son adhésion au SYMIELECVAR, soit le 2 mars 2001

#### 2 - Constat de transfert des biens à établir contradictoirement entre les deux parties :

Les équipements sont mis à disposition en l'état où ils se trouvaient à la date d'adhésion au Syndicat.

### 3 - Dispositions comptables

Cette mise à disposition du patrimoine est constatée sur le plan comptable une seule fois, conformément à la réglementation en vigueur.

Les installations relatives aux réseaux publics de distribution d'électricité font l'objet d'un transfert à l'actif de la Commune par un débit du compte 2423 (immobilisations mise à disposition dans le cadre de transfert de compétences) et un crédit de la subdivision concernée au compte 21534 (installations réseaux d'électrification) pour le montant inscrit à l'inventaire de la Commune, soit 537.210,51 €, au titre de l'électricité.

Cette opération non budgétaire est constatée par le Comptable sur les informations transmises par la commune dans le cadre d'un certificat administratif auquel sera joint un procès-verbal attestant de cette mise à disposition et la délibération.

Le Maire transmettra ce montant inscrit à l'inventaire de la Commune après visa du Comptable.

Ce même montant est retracé à l'actif du SYMIELECVAR au débit du compte 21753 et par le crédit du compte 1027 au titre des biens reçus pour l'exercice de la compétence.

La remise des installations de la Commune au SYMIELECVAR a lieu à titre gratuit.

### 4 - Dispositions techniques

Le SYMIELECVAR, bénéficiaire de la mise à disposition, assure l'ensemble des obligations de la commune en lieu et place de la commune.

La Commune continue à rembourser les emprunts souscrits pour la réalisation des ouvrages antérieurs à la date d'effet du transfert de compétence.

### 5 - Dispositions diverses

En cas de reprise de compétence par la Commune, il sera mis un terme à la mise à disposition des biens et l'opération budgétaire inverse sera effectuée. La Commune réintègrera dans son actif le montant de la valeur initiale des installations augmenté du montant des travaux réalisés par le SYMIELECVAR au cours de la durée de mise à disposition.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**CONVIENT et ARRETE** les cinq dispositions édictées par Monsieur le Maire

**AUTORISE** Monsieur le Maire à procéder à toutes les démarches nécessaires pour leur application.

12-2-Rapport annuel
---------------------

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions du décret n° 2000-404 du 11 mai 2000, il se doit de lui présenter le rapport annuel 2013 établi par le SYMIELECVAR, syndicat mixte d'électricité créé par arrêté préfectoral du 2 mars 2001.

Monsieur le Maire donne la parole à M. Christian DEBAQUE, Adjoint délégué auprès du SYMIELECVAR.

M. DEBAQUE donne connaissance à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par le SYMIELECVAR qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.



## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la présentation faite par M. Christian DEBAQUE du rapport annuel du SYMIELECVAR pour l'année 2013,

**INDIQUE** que ce document sera tenu à la disposition des usagers, en Mairie, pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération.

### **13 - EAUX DE PROVENCE - Rapports annuels du délégataire des services publics de l'eau potable et de l'assainissement (2014)**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux dispositions de la Loi BARNIER n° 95-101 du 2 février 1995, dont les modalités d'application sont précisées par le décret n° 95.635 du 6 mai 1995, il se doit de lui présenter un rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année précédente, soit 2014.

Monsieur le Maire donne donc lecture à l'assemblée délibérante du rapport complet établi par la Société Fermière « S.E.E.R.C.-Eaux de Provence » qui contient tous les éléments nécessaires à cette présentation.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** de la présentation par Monsieur le Maire du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement pour l'année 2014.

**INDIQUE** que ce document sera tenu en Mairie à la disposition des usagers pendant trois mois à compter de l'affichage de la présente délibération

### **14 - Compte-rendu des décisions du Maire suite aux délégations du Conseil Municipal**

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les délégations accordées à Monsieur le Maire par délibérations du Conseil Municipal n° 2014/025 du 24 avril 2014 et du 20 juin 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Monsieur le Maire en vertu de ces délégations,

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante avoir pris, depuis le 29 avril 2015, date de la dernière réunion du Conseil Municipal, les décisions suivantes dans le cadre de ses délégations :

- N° 14/2015 du 11/05/2015 - Attribution MAPA lot 1 et lot 4 livres et vidéo pour la Médiathèque à LO PAIS Draguignan
- N° 15/2015 du 12/05/2015 - Octroi d'une case de columbarium dans le 3<sup>ème</sup> cimetière (Mme DELAHAYE Monique)
- N° 16/2015 du 28/05/2015 - Création d'une régie de recettes « Transports scolaires »

- N° 17/2015 du 28/05/2015 - Modification de la régie de recettes « NAPS » en « activités périscolaires »
- N° 18/2015 du 29/05/2015 - Avenant honoraires SPL « ID 83 » Elaboration du PLU
- N° 19/2015 du 29/05/2015- Contrat d'entretien des espaces verts confié à l'ADAPEI « Mas de Paracol » (14.575 € HT)
- N° 20/2015 du 02/06/2015- Convention d'assistance et de conseil juridique 2015 avec « LLC et Associés -Avocats » La Valette (14.400 € HT)
- N° 21/2015 du 2 juin 2015 - Renouvellement de la concession trentenaire du 3<sup>ème</sup> cimetière - BONIFACE Gérard
- N° 22/2015 du 8/06/2015 - Attribution des travaux d'étanchéité des murs de l'immeuble communal de la Place de la Libération à la Société « TECHNISEC » pour 4.752,60 €
- N° 23/2015 du 18/06/2015 - Attribution de la mission d'études pour l'élaboration du PLU à la Sté BEGEAT pour 55.750 € HT

Monsieur le Maire indique d'autre part que 27 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en Mairie depuis le 24 mars 2015 sans que la Commune ne fasse jouer son droit de préemption

#### LE CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

**PREND ACTE** des décisions prises par Monsieur le Maire, depuis le 29 avril 2015, dans le cadre des délégations qui lui ont été accordées.

#### Questions orales

LA SEANCE EST LEVEE A 22h30.

LE PRESENT COMPTE-RENDU EST UN DOCUMENT DE SYNTHESE ETABLI DANS UN SOUCI D'INFORMATION GENERALE.

LE PROCES-VERBAL OFFICIEL POURRA ETRE CONSULTE A LA MAIRIE (HALL D'ACCUEIL) OU SUR LE SITE OFFICIEL DE LA COMMUNE APRES APPROBATION LORS DE LA PROCHAINE SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL.



LE MAIRE,

Bernard SAULNIER